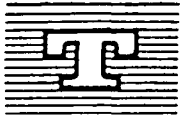


JAN 31 1977



NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE

UN/SA COLLECTION



Distr.
GENERALE

T/PET.10/108
25 janvier 1977
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

PETITION PRESENTÉE PAR M. RONALD G. BAKAL, AU NOM DE LA POPULATION
DE L'ATOLL D'UTIRIK (ILES MARSHALL), CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS
SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

(Distribuée conformément au paragraphe 1 de l'article 85
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

BAKAL ET BAKAL
Avoués
5408 SEPULVEDA BOULEVARD
CULVER CITY, CALIFORNIA 90230

RONALD G. BAKAL
JUDY ALTAGEN BAKAL

Le 15 novembre 1976

Monsieur le Secrétaire
du Conseil de tutelle
de l'Organisation des
Nations Unies
New York, N.Y. 10017

Objet : Dommages subis par les habitants de l'atoll d'Utirik (Iles Marshall)
le 1er mars 1954

Monsieur le Secrétaire,

Nous avons été chargés par les habitants de l'atoll d'Utirik (Iles Marshall, territoire sous la tutelle de l'ONU) de chercher en leur nom à obtenir réparation pour les dommages qu'ils ont subis à la suite de la négligence commise par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique lors de l'explosion d'un engin nucléaire le 1er mars 1954.

Depuis 22 ans, nos clients souffrent des effets des radiations auxquelles ils ont été exposés sans obtenir autre chose que des compensations symboliques et un traitement médical périodique que l'on ne peut qualifier que d'expérimental.

Non seulement on relève un nombre important de tumeurs thyroïdiennes, y compris des tumeurs malignes parmi les habitants qui ont été exposés aux radiations mais la preuve a été faite que les enfants de la deuxième génération sont génétiquement affectés. Outre les troubles physiologiques dont souffrent certains habitants, la population entière de l'atoll est émotionnellement et psychologiquement perturbée par la crainte de connaître continuellement des problèmes de santé. Le Conseil de tutelle connaît certainement les effets que les radiations ont eus sur la flore et la faune de l'atoll d'Utirik. Les anciens résidents de l'atoll de Bikini ayant été dédommagés, par décision du Congrès, pour la perte de leurs biens, il est temps que les habitants de l'atoll d'Utirik reçoivent, à leur tour, un dédommagement pour les pertes de vies humaines, les maladies dont souffrent certains d'entre eux, les risques de maladie auxquels tous sont exposés, la dégradation du milieu et l'humiliation d'être traités comme des cobayes.

Quarante personnes sur l'ensemble des habitants de l'atoll qui ont été exposés aux radiations sont encore en vie. Nous réclamons aujourd'hui que chacune d'entre elles reçoive une indemnité d'un million de dollars (1 000 000 de dollars des Etats-Unis) pour préjudice physique et moral. Nous réclamons également au nom de tous les autres habitants de l'atoll le versement d'une indemnité de soixante millions de dollars (60 000 000 de dollars des Etats-Unis) pour le préjudice psychologique et affectif qu'ils ont subi et pour les dommages causés à l'environnement.

Notre cabinet a en sa possession un nombre considérable de documents prouvant qu'il y a eu négligence lors de l'explosion nucléaire du 1er mars 1954 qui a causé les dommages évoqués ci-dessus, ainsi qu'un certain nombre de documents prouvant l'étendue desdits dommages. Nous sommes convaincus que le Conseil de tutelle a accès à la plupart sinon à la totalité de ces documents qui sont, dans la majorité des cas, le résultat d'études financées par la United States Energy Research and Development Administration (ERDA) qui a remplacé l'Atomic Energy Commission.

Cet incident continue à être à l'origine de maladies parfois mortelles chez nos clients et d'une diminution des terres utilisables. En fait, en décembre 1976, l'ERDA a, par suite de la demande d'indemnisation déposée par nos clients 1/, annulé une mission médicale d'enquête qui devait se rendre dans l'atoll. Nous demandons instamment qu'il soit procédé immédiatement à cette enquête et que nos clients ne soient pas pénalisés davantage pour avoir tenté d'obtenir réparation des torts qui leur ont été causés.

Nous ferons valoir les revendications de nos clients devant toutes les instances nationales et internationales. Nous estimons que, comme ce fut le cas pour la population de l'atoll de Bikini, nos clients devraient maintenant être indemnisés pour le préjudice physique et moral qu'ils ont subi.

1/ Voir T/PET.10/L.191.

Nous fournirons volontiers tous les renseignements nécessaires concernant la demande d'indemnisation de nos clients et nous espérons obtenir satisfaction dans les plus brefs délais.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Ronald G. BAKAL

cc : Aplos Kios, Iroij (Chef) de l'atoll d'Utirik
Dr Robert A. Conard, United States Energy Research and Development
Administration (ERDA)
Fred Zeder, Département de l'intérieur des Etats-Unis d'Amérique
Le Secrétaire du Conseil de tutelle, Organisation des Nations Unies
L'Assemblée générale des Nations Unies
Allen Cranston, membre du Sénat des Etats-Unis d'Amérique
George Allan, avoué